



À lire sur Slate.fr

Nationaliser les banques? Pas idiot!

par **Gérard Horny**
le mardi 18 octobre 2011

Tags:

[ECONOMIE](#) [credit swap default](#) [Crédit Agricole](#) [bnp paribas](#) [société générale](#) [nationalisations](#) [crise de la dette](#) [crise grecque](#) [banques d'investissement](#) [banques d'affaires](#) [banques](#)



C'est entendu: 2012 ne sera pas 1981 et l'opposition ne va pas ressortir le vieux programme commun de gouvernement. Il n'est pas question de nationaliser les banques. A la gauche du PS, Arnaud Montebourg juge que ce serait coûteux et préfère parler de «*mise sous tutelle*» des banques. Ce qui, soit dit en passant, ne serait pas très simple à organiser juridiquement.

Pourtant, la question mériterait d'être discutée à un moment où l'on parle tant d'une nécessaire recapitalisation des banques. Si elles ont besoin d'argent, pourquoi l'Etat ne le leur apporterait-il pas et n'en profiterait-il pas pour leur imposer une politique conforme aux intérêts du pays?

La première question à se poser est d'abord de savoir si les banques ont vraiment besoin d'être aidées. Dans un entretien accordé à nos

confrères des Echos, en septembre dernier, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, affirmait qu'il n'y avait pas de problème et que le risque était circonscrit:

« Sur la dette grecque, il s'élève à 8 milliards d'euros pour l'ensemble des banques françaises, alors qu'elles ont déjà engrangé 11 milliards d'euros de bénéfices sur le seul premier semestre et qu'elles disposent de 210 milliards de fonds propres. ».

Si la Grèce faisait défaut, *« cela leur coûterait quelques mois de résultats, ce serait ennuyeux, mais cela ne les mettrait en rien en péril ».*

Des recapitalisations inévitables

Cela était vrai en septembre. Mais le climat a beaucoup changé. Maintenant, d'une façon à peine cachée, tous les gouvernements travaillent sur l'hypothèse selon laquelle les créiteurs de la Grèce devraient accepter une décote sur leurs titres supérieure aux 21% déjà acceptés par les banques en juillet dernier.

Ce n'était pas évident, en France notamment où on s'est longtemps refusé à regarder la réalité en face. Angela Merkel ne laisse plus le choix à ses partenaires. Comme c'est souvent le cas en Allemagne, il lui a fallu du temps pour prendre la mesure des événements et choisir la réponse appropriée. Mais, une fois la décision prise, la mise en œuvre se fait rapidement et efficacement et il faut que tout le monde suive. Il faut organiser la « faillite » de la Grèce et éviter qu'elle n'ait des effets collatéraux négatifs sur les autres pays en difficulté et sur les banques.

José Manuel Barroso, à la Commission européenne, a bien compris qu'il ne fallait plus trainer et s'est empressé de concocter une « feuille de route pour la stabilité et la croissance » comprenant un réexamen de la situation des banques mené par l'Autorité Bancaire Européenne et un renforcement des fonds propres de celles qui en ont besoin.

Ce soudain empressement à vouloir recapitaliser les banques est assez diversement apprécié. Comme le souligne Stéphane Deo, responsable de la recherche économique en Europe chez UBS, *« il n'y en a pas vraiment besoin; le problème, c'est le risque souverain ; la recapitalisation des banques, ce n'est pas le remède à la crise ».*

Sur le fond, c'est parfaitement exact. Mais la façon dont les banques –et notamment les banques françaises– ont été chahutées en Bourse cet été montre qu'il est désormais impossible de faire un plan de sortie de la crise sans un volet bancaire.

Querelles de chiffres

Cela dit, quels sont les besoins en fonds propres des banques, besoins réels ou supposés indispensables pour rassurer le monde financier? Le chiffre de 200 milliards d'euros avancé par le FMI correspond en fait à une évaluation des risques faite sur des bases très discutables, à partir du cours des CDS, ces produits dérivés censés refléter le risque de défaut de chaque Etat en difficulté.

Certains avancent des chiffres encore plus élevés. Ce qui ne surprend pas Christophe Nijdam, analyste financier en charge du secteur bancaire chez AlphaValue, cabinet indépendant de recherche sur les valeurs européennes: «*Certains financiers aiment faire peur au marché parce que cela crée de la volatilité et permet de gagner de l'argent*».

Alors, à combien faudrait-il estimer les besoins en fonds propres des banques? Pour les 39 banques européennes cotées en Bourse suivies par AlphaValue, Christophe Nijdam prend pour base les risques de pertes en capital sur les dettes de ceux que l'on a aimablement appelés les PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Italie); ces risques, par exemple une perte de 10 % sur l'Italie, sont ceux qui sont actuellement retenus sur le marché et par une grande partie des analystes, même s'il les juge lui-même excessifs.

On arrive à un total de 44 milliards d'euros. A cela, il ajoute les besoins qui découleraient d'une application plus rapide que prévu initialement et plus sévère des ratios de solvabilité inclus dans la réglementation dite Bâle III, soit 33 milliards à un niveau de 9% en 2013. Enfin, il tient compte de l'effet du ralentissement en cours de l'activité (risques de défaillances d'entreprises, etc.).

Au total, la note s'élèverait à 170 milliards d'euros.

Une priorité : réduire la voilure

Ce chiffre correspond à un besoin potentiel de fonds propres. Cela ne signifie pas qu'il faille impérativement leur apporter ces sommes. D'ailleurs, on peut estimer que les banques auraient intérêt d'abord à réduire la voilure : les besoins en fonds propres sont proportionnels à leurs engagements et des engagements réduits conduisent à de moindres besoins de capitaux propres. On notera d'ailleurs que BNP Paribas, la Société Générale et le groupe Crédit Agricole ont déjà annoncé des mesures importantes en ce domaine.

S'il faut cependant apporter un soutien aux banques, pourrait-il être judicieux de le faire en les nationalisant? La présidente du Medef a rigoureusement écarté cette option le 12 septembre dernier :

« Une nationalisation des quatre grandes banques françaises englutirait pratiquement tout le PIB français d'une année. Ce sont des ordres de grandeur qui ne sont pas du tout gérables et absorbables ».

Mais Laurence Parisot, qui est administrateur de BNP Paribas et qui a bénéficié du soutien actif de Michel Pébereau au moment de sa candidature à la tête du Medef, en fait un peu trop et cela n'a pas échappé aux spécialistes. Sur la base des cours du 27 septembre, la nationalisation à 100% (qui n'est pas indispensable) des trois grandes banques nationales (BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole SA) coûterait 65 milliards d'euros, soit environ 3 % du PIB. Il n'y a rien là qui soit ingérable.

Pour autant, est-ce que cela aurait un sens? Poser la question à un analyste financier comme Christophe Nijdam, qui se retrouverait au chômage si toutes les banques européennes étaient rayées de la cote, cela paraît absurde. Nous l'avons fait pourtant, la réponse est intéressante :

« Nationalisation, ce n'est pas un gros mot: le Royaume-Uni y a eu recours et on ne peut pas dire qu'il soit en pointe en matière de crypto-marxisme. En France, celles que l'on appelait les trois vieilles BNP, Société Générale et Crédit Lyonnais, nationalisées après la guerre, ont bien fait leur travail, même si l'une d'entre elles, le Crédit Lyonnais, a failli en fin de parcours. Enfin, une nationalisation temporaire pourrait aider certaines de nos banques à revenir à leur vocation première: la gestion des moyens de paiement, la collecte de l'épargne et le financement de l'économie réelle. Mais on n'en est pas encore arrivé à ce type d'extrémités ».

Recadrer l'activité des banques

De fait, nos grandes banques se sont beaucoup développées sur les marchés internationaux: notre économie n'en a pas beaucoup profité (on peut accompagner une entreprise cliente à l'étranger sans aller sur les marchés de titres et de dérivés de ces pays...), mais les stocks options des dirigeants de ces banques auraient sans doute été moins intéressantes si les gains s'étaient fait uniquement sur le crédit aux entreprises ou le crédit au logement...

Spontanément, les banques ne réduiront pas leurs activités de marché, à moins que l'Etat actionnaire ou le régulateur ne les y incite fortement. Or ce sont ces activités qui peuvent mettre les établissements en situation de ne pas disposer des liquidités nécessaires à un moment donné.

Une nationalisation n'est pas forcément indispensable: l'Autorité bancaire européenne aura peut-être plus de poids que ne pouvait en avoir la Commission bancaire et que ne peut en avoir aujourd'hui l'Autorité de contrôle prudentiel qui lui a succédé. En cas de besoin en capitaux de ses

banques, la France n'envisage pas aujourd'hui d'autres moyens que ceux employés en 2008 et 2009 et exclut donc d'entrer au capital en bonne et due forme avec des actions ordinaires.

Mais même s'il ne veut pas trop pénaliser les actionnaires actuels des banques, l'Etat aura du mal à éviter une politique un peu plus intrusive, qui consisterait à acheter des actions préférentielles convertibles en actions ordinaires ou assorties de bons de souscription d'actions.

L'opinion publique ne tolérera plus que l'on prête de l'argent aux banques quand cela va mal sans que la collectivité soit associée à leur retour à meilleure fortune et sans que leur activité soit recadrée. «*Les gens deviennent fous en voyant leurs gouvernements donner de l'argent aux banques*». Quel gauchiste a dit cela? Le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe!

Gérard Horny

Lire l'article original sur [Slate.fr](http://www.slate.fr)

Liens:

- [1] <http://www.facebook.com/SlateFrance>
- [2] <http://www.twitter.com/slatefr>
- [3] <http://www.slate.fr/>
- [4] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/7899>
- [5] <http://www.slate.fr/dossier/25419/credit-swap-default>
- [6] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/7317>
- [7] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/1945>
- [8] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/1055>
- [9] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/4705>
- [10] <http://www.slate.fr/dossier/24099/crise-de-la-dette>
- [11] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/10367>
- [12] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/9861>
- [13] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/5717>
- [14] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/485>
- [15] <http://www.slate.fr/printmail/story/45213/nationaliser-les-banques>
- [16] <http://www.slate.fr/print/story/45213/nationaliser-les-banques>
- [17] <http://www.slate.fr/javascript:>
- [18] <http://www.slate.fr/story/45167/pere-follower-twitter>
- [19] <http://www.slate.fr/story/45173/visualisation-dette-francaise-billets-cent-euros>
- [20] <http://www.slate.fr/story/45233/cybersquatting-hollande-sarkozy>
- [21] <http://www.slate.fr/story/45213/nationaliser-les-banques>
- [22] <http://twitter.com/share?url=http://www.slate.fr/story/45213/nationaliser-les-banques&via=slatefr&lang=fr>